

176

FRANS VAN DER ELST

## ELIAS, CHEF DU V.N.V. \*

La politique menée par le Vlaams Nationaal Verbond (V.N.V.) constitue un aspect important de la politique de collaboration en Belgique occupée pendant la seconde guerre mondiale. Un événement qui se déroule pendant la guerre dans un pays occupé par un régime dictatorial avec toutes les restrictions de liberté qui en découlent, comme la censure, l'étroite surveillance de nombreux services de police et d'espionnage, pose des problèmes en ce qui concerne les vues et les buts réels des personnes impliquées dans le jeu. C'est un fait que sous une dictature la lutte politique se déroule à vrai dire dans le silence, dans les coulisses et sous des formes camouflées.

On peut d'autre part difficilement contester qu'après la guerre la mentalité et le climat général étaient tels qu'une approche objective des événements de guerre était vraiment impossible.

J'ai eu comme avocat, après la guerre, l'occasion de plaider dans beaucoup de procès, ce qui m'a permis de consulter des dossiers, de rassembler de la documentation, d'interroger des personnes impliquées.

En ce qui concerne le second chef du V.N.V., H.-J. Elias, j'ai eu amplement l'occasion d'avoir avec lui des conversations détaillées. Je fus son conseiller avant, pendant et après son procès. Je possède son dossier, de nombreuses lettres, des notes de sa main et de plus les papiers et les écrits qu'il a laissés. Je me crois donc bien informé pour essayer d'analyser la politique d'Elias comme chef du V.N.V. Par nature une tentative d'explication de cette politique pourrait apparaître comme un plaidoyer. C'est pourquoi il est souhaitable autant que possible d'étayer chaque affirmation par des documents.

Mes sources sont : 1° les documents de toutes natures qui ont été saisis par l'Auditorat général, retrouvés dans divers dossiers, et une série de documents issus du Service central de documentation de l'Auditorat général ; 2° les documents d'archives allemandes : une source importante. Les principaux documents qui ont trait à mon sujet ont été publiés par Knoebel, un Américain, et par commodité je renvoie à son livre ; 3° une série de lettres importantes qu'Elias m'a écrites de prison fin 1945, après son retour d'Allemagne et avant son procès ; 4° une quantité de notes et de manuscrits de la main d'Elias.

\* Article traduit du néerlandais.

Pour ce qui est de la véracité et de la valeur objective de ces documents, il faut remarquer qu'Elias m'a donné l'assurance que les lettres qu'il m'a écrites fin 1945 ne l'ont pas été en vue de sa défense, mais qu'elles étaient pour lui-même une tentative d'écrire une relation objective de ce qu'il avait encore avec précision en mémoire. Aussi écrivit-il ces lettres avant même que sa défense ait commencé et avant l'instruction de son affaire. Il n'attachait « presque aucune valeur, pour ne pas dire absolument aucune valeur » aux dépositions faites par lui ou d'autres devant les juridictions militaires. Il était persuadé que chacun, autant que possible, « avait tiré son plan » et que la plus grande réserve était requise envers les dossiers judiciaires et les procès devant les Conseils de guerre.

A propos des archives allemandes, après qu'il eut pris connaissance de l'étude de Knoebel, Elias écrivit : « l'examen de ce livre m'a amené à être très prudent envers les archives allemandes ». Il était arrivé à la conclusion que, par exemple, les rapports de Berger à Himmler concernant les conversations qu'il avait eues avec Elias constituaient des falsifications volontaires. Il convient de remarquer qu'Elias — post factum — n'avait aucun intérêt personnel à se plaindre de ces falsifications car celles-ci jouaient à son avantage alors qu'à l'époque elles le desservaient puisque destinées à le rendre impossible aux yeux d'Himmler. Pour ce qui est des *Tätigkeitsberichten* de la *Militärverwaltung* (M.V.) on ne peut parler de falsifications mais bien d'une présentation orientée des faits en vue de défendre la conduite de la *Militärverwaltung* qui fut constamment attaquée et menacée dans son existence. Comme certains historiens l'ont déjà fait remarquer, les rapports établis pour les chefs tout-puissants du Troisième Reich par des subordonnés sont souvent écrits dans une « langue d'esclave ». Ces derniers tentaient parfois d'influer indirectement sur la politique suivie sans toutefois oser la mettre directement en cause.

Quoique Staf De Clercq, chef du *Vlaams Nationaal Verbond* (V.N.V.) depuis sa création en 1933 fût gravement malade, son décès constitua néanmoins une surprise. Il décéda dans une clinique de Gand le jeudi 22 octobre 1942 à 22 heures. La même nuit, au domicile du D<sup>r</sup> Elias, bourgmestre de Gand, il fut décidé de réunir d'urgence le Conseil de Direction du V.N.V. (1).

(1) Le Conseil de direction (*Raad van Leiding*) était au V.N.V. le plus haut organe de direction et d'administration, conçu à l'origine comme une direction collective. Par suite de l'évolution en un parti plus ou moins autoritaire, le chef prit le pas sur le Conseil et celui-ci devint en fait un organe consultatif. (Voir H.J. ELIAS, *25 jaar Vlaamse Beweging*, Anvers, De Nederlandsche Boekhandel, 1969, t. 3, p. 165-166). Après la capitulation de mai 40 Staf De Clercq prit l'habitude d'agir de sa propre autorité sans même consulter le Conseil. Par décision de Staf De Clercq du 23 octobre 1940 le Conseil de direction fut élargi. Sa composition fut révélée dans *Volk en Staat* du 25 octobre 1940. En faisaient partie : Staf De Clercq, chef général (*algemeen leider*), le professeur Frans Daels, Edgard Delvo, H.-J. Elias, Jeroom Leuridan, Gérard Romsée, Reimond Tollenaere, chef général de la Propagande, le professeur Reimond Speleers, Ernest Van den Berghe, secrétaire général ; le 7 novembre 40 *Volk en Staat* annonça que Jan Timmermans faisait également partie du Conseil. Le 10 mai 41, suite à la constitution du Mouvement unifié (la réunion du V.N.V., du Verdinaso et de Rex-Flandre), Pol Leroy pour le Verdinaso et Odier Daem pour Rex-Flandre entrèrent au Conseil (*Volk en Staat*, 11-12 mai 1941). Pol Leroy disparut rapidement des rangs du V.N.V. et ne fut pas remplacé. Après que Tollenaere fut tombé le 22 janvier 42 au Front de l'Est, Staf De Clercq nomma pour lui succéder comme chef de la Propagande et membre du Conseil, Karel Lambrechts, à ce moment détenu à Berlin en raison de son activité anti-DeVlag parmi les travailleurs flamands en Allemagne. Karel Lambrechts était avant guerre chef du *Vlaams Nationaal Syndikaat* (V.N.S.) et député V.N.V.

Cette réunion eut lieu le lendemain vendredi 23 octobre dans la matinée, au quartier général du V.N.V. rue de la Loi à Bruxelles. Tous les membres du Conseil de direction — à deux exceptions près, le professeur Frans Daels et Karel Lambrechts — étaient présents : Odier Daem, Edgard Delvo, Hendrik Elias, Jeroom Leuridan, Gérard Romsée, le professeur Raymond Speleers, Jan Timmermans et Ernest Van den Berghe. Assistaient également : Paul Beeckman, Hendrik Borginon, Victor Leemans, Edgard Lehembre, madame Odile Maréchal, Willem Reinhard, Joris van Steenland et Gaston Stuyck (2).

Le protocole concernant les « événements qui ont entouré le décès du chef Staf De Clercq le jeudi 22 octobre 1942 et la désignation du nouveau chef Elias » est conservé à l'Auditorat général (3). Le problème le plus important et le plus urgent était celui de la succession. Ernest Van den Berghe, secrétaire général du V.N.V., l'aborda en déclarant qu'aucun doute n'était possible : le chef défunt considérait Elias comme son successeur. Elias demanda un temps de réflexion : « Il est d'avis qu'il doit encore sérieusement s'interroger sur cette affaire importante ».

Le Secrétaire général Victor Leemans mit néanmoins l'accent sur l'importance capitale qu'il y avait pour le mouvement de pourvoir immédiatement à la succession. Le Secrétaire général Romsée approuva pleinement cette manière de voir. « Toute hésitation pourrait devenir fatale pour le mouvement. Les considérations personnelles ne sont pas de mise, seuls priment ici l'intérêt du mouvement et celui de notre peuple ».

L'avis de chaque membre du Conseil de direction fut ensuite demandé et unanimement ils approuvèrent la succession de Staf De Clercq par Elias. Celui-ci était incontestablement conscient du danger d'une ingérence allemande au cas où un successeur ne serait pas rapidement installé et il finit par accepter. Son installation fut immédiatement rendue publique et l'autorité allemande fut placée devant le fait accompli.

(2) A la réunion du 23 octobre 1942 Karel Lambrechts était absent parce qu'il était en voyage et qu'on n'avait pu l'atteindre. Le professeur Frans Daels était présent la veille au soir lors du décès de Staf De Clercq. Il fut probablement empêché d'assister à la réunion. Les autres personnes présentes étaient : *Paul F. Beeckman*, commissaire aux Prix et Salaires, avant guerre déjà membre du V.N.V. (voir ELIAS, *op. cit.*, *passim*) ; *Hendrik Borginon*, commissaire pour les Grandes agglomérations, sénateur V.N.V. Borginon avait démissionné du parti (voir *Proces Borginon*, s.d.) mais était depuis la première guerre mondiale un ami personnel de Staf De Clercq ; *Victor Leemans*, secrétaire général aux Affaires économiques, figure de premier plan du V.N.V., ancien président de l'*Arbeidsorde*, une organisation liée au V.N.V. ; *Edgard Lehembre*, chef de la Jeunesse du V.N.V. ; *Madame Odile Maréchal*, dirigeante du *Vlaams Nationaal Vrouwenverbond* (V.N.V.V.), la section féminine du V.N.V. ; *Willem Reinhard*, chef du protocole au quartier général du V.N.V. ; *Joris van Steenland*, commandant général de la *Dietsche Militie-Zwarte Brigade* (D.M.-Z.B.), la milice du V.N.V. ; *Gaston Stuyck*, secrétaire personnel du chef. La présence de ces personnes qui n'étaient pas membres du Conseil de direction peut s'expliquer pour certains par leurs fonctions dans le V.N.V. Pour d'autres, leur présence peut être due au hasard du fait qu'ils s'étaient rendus spontanément au siège du parti après avoir appris le décès de Staf De Clercq.

(3) Voir annexe.

En effet, par la suite il apparut que le mécontentement du *Reichsführer* SS Heinrich Himmler et de son fondé de pouvoir Gottlob Berger, *SS-Obergruppenführer* (4), était grand. Elias apprit du président Eggert Reeder (5) que ce dernier avait dû jeter toute son autorité dans la balance pour empêcher Berger de faire obstacle à la désignation d'Elias (« *Unser erbitterter Feind* »\*, avait écrit Berger à Himmler le 22 octobre, jour du décès de Staf De Clercq). En février 1943, Himmler reprochait encore à Reeder, dans une lettre personnelle, de ne pas avoir empêché l'installation d'Elias comme chef du V.N.V. (6).

La question peut se poser de savoir pourquoi Elias, qui, dès le début, s'était toujours montré réservé et sceptique envers la politique de son prédécesseur (7), a accepté en octobre 42 une aussi lourde succession. On peut supposer qu'il se sentait trop engagé envers le mouvement, le V.N.V., dont il avait été co-fondateur en 1933, pour se soustraire dans ce moment de crise grave à ce qui pouvait apparaître à ses yeux comme son devoir. Il savait sans aucun doute que s'il refusait, le V.N.V. serait précipité dans une crise et que les Allemands — les instances SS — utiliseraient celle-ci pour imposer leur candidat et briser la résistance du V.N.V. (8). On peut supposer que

(4) GOTTLLOB BERGER, *SS-Obergruppenführer* et général de la *Waffen-SS*, chef du *SS-Hauptamt*, était le fondé de pouvoir et le représentant du *Reichsführer* SS Heinrich Himmler en Flandre. En septembre 1940 déjà, Himmler proposa à Hitler la création d'une *Algemene SS-Vlaanderen*. Hitler donna à von Falkenhausen mission de soutenir cette initiative. (Voir : *Memorandum du Militärbefehlshaber*... 11 septembre 1940, cité par EDGAR KNOEBEL, *Racial Illusion and military necessity: A study of SS political and manpower objectives in occupied Belgium*, *The University of Colorado, Diss. D. Ph.*, 1967, p. 140, n. 28, cité plus loin KNOEBEL). Deux semaines plus tard, Berger (alors toujours *SS-Brigadeführer*) arriva dans notre pays pour créer l'*Algemene SS-Vlaanderen*, dont René Lagrou devint le chef. Lorsqu'il apparut que cette initiative était un échec, Berger mit ses espoirs dans la *DeVlag* (*Duits-Vlaamse Arbeidsgemeenschap*) dont il devint lui-même le président en octobre 1941. (Voir : Berger à Himmler, 29 octobre 1941, cité par KNOEBEL, p. 204, n. 219).

(5) EGGERT REEDER, appelé ci-après Président Reeder, était à proprement parler le *Militärverwaltungschef* (chef de l'Administration militaire) du *Militärbefehlshaber in Belgien und Nordfrankreich*, le général Alexander von Falkenhausen. Dans la presse et en général pendant la guerre, on employa le titre de « Président ». Avant guerre Reeder fut notamment *Regierungspräsident*, successivement à Aix-la-Chapelle, à Cologne et à Düsseldorf. (Voir ALBERT DE JONGHE, *Hitler en het politieke lot van België*, Anvers, De Nederlandsche Boekhandel, 1972, t. 1, p. 57 et svt. pour la structure de la *Militärverwaltung* et p. 70 sur Reeder).

\* « Notre ennemi le plus acharné ».

(6) Berger à Himmler, 21 octobre 1942, KNOEBEL, *op. cit.*, p. 221, n. 268. ALBERT DE JONGHE, *L'établissement d'une administration civile en Belgique et dans le Nord de la France*, in *Cahiers d'histoire de la seconde guerre mondiale*, Bruxelles, I, 1970, p. 67 à 129. Himmler à Reeder, 16 février 1943, KNOEBEL, *op. cit.*, p. 225, n. 283. (Cette lettre a été publiée après guerre dans *De Vlaamse Linie*.)

(7) La conduite et le rôle joué par Elias au cours de la période de mai 1940 jusqu'à son installation comme leader du V.N.V., en octobre 1942, ne peuvent être abordés ici et demandent une étude particulière. La preuve du fait qu'il s'était tenu « réservé et sceptique » doit être renvoyée à cette étude future.

(8) Le candidat du *SS-Hauptamt* à la succession de Staf De Clercq comme chef du V.N.V. était Edgard Delvo. (Voir KNOEBEL, *op. cit.*, p. 227, n. 291). Edgard Delvo avait été un disciple d'Henri de Man et était, avant guerre, une figure connue du socialisme flamand. A l'été 1940 déjà, il était entré au V.N.V. et avait été désigné par Staf De Clercq au Conseil de direction. Depuis le 3 avril 1942 Delvo était président de l'Union des Travailleurs manuels et intellectuels (UTMI).

ses convictions nationalistes flamandes le poussaient à tenter l'impossible pour conserver hors de l'emprise directe des Allemands et utiliser la force que représentait le V.N.V. pour obtenir des garanties pour la survie du peuple flamand. L'analyse de sa politique comme chef du V.N.V. témoigne que ce fut bien là son souci. Cette politique visait à obtenir des garanties et c'est pourquoi Elias cherchera le conflit ouvert avec la SS, car il était convaincu que le plus grand risque d'annexion et de germanisation émanait de ce côté. Dans les rangs du V.N.V., beaucoup, rendus fort méfiants à l'égard de la duplicité de la politique allemande<sup>(9)</sup>, attendaient de lui un changement d'orientation.

Elias devait être lui-même conscient de sa position précaire comme chef du V.N.V. Reeder en personne l'avait averti. Il ne pouvait dès lors rompre immédiatement avec la politique de son prédécesseur, il devait d'abord se mettre bien en selle. Son premier objectif était d'affermir solidement son autorité afin d'avoir la certitude que le mouvement lui ferait confiance et le suivrait. Il fallut quelque temps avant qu'il se soit entièrement assimilé à sa nouvelle fonction, qu'il ait pris contact personnellement avec les arrondissements, avec les organisations parallèles, avec les personnes les plus influentes, avec les hauts fonctionnaires membres du V.N.V. et qu'il se soit formé de cette manière une image claire de la situation et des possibilités. Du côté allemand également, il dut apprendre à connaître les personnes et à établir des contacts.

Quelques jours à peine après son installation, Berger vint à Bruxelles. Elias eut un entretien avec lui en présence de Reeder. Berger, ancien professeur de gymnastique, avait une aversion vis-à-vis de tous les intellectuels et en particulier vis-à-vis des avocats. La revendication de l'autonomie fut au centre de la conversation. Mais comme une discussion juridique apparaissait impossible, on évoqua des cas concrets. Elias donna comme exemple que seuls des Flamands devaient pouvoir assumer des fonctions publiques en Flandre et que l'Allemagne ne devait détenir ici aucun droit de nomination. Ce n'était pas l'avis de Berger. Autre point concret : les forces de police qu'Elias ne voulait pas céder, alors qu'elles étaient exigées par Berger. L'accord ne se fit point et cela fut acté. Elias ne se souvenait pas de menaces, ni de sa part ni de celle de Berger. Ce dernier, dans un rapport destiné à Himmler daté du 4 novembre 1942, donna une relation fautive de cet entretien. Elias conteste qu'il aurait menacé de donner un coup d'arrêt à la collaboration et amener ainsi l'effondrement de l'administration ; de plus, Berger ne l'aurait pas menacé de camp de concentration. « C'est un exposé absolument faux... dans le but de me rendre suspect auprès d'Himmler. Il ne fut pas question de camp de concentration », écrivit Elias à propos de ce

(9) La politique allemande était faite de duplicité parce que d'une part la *Militärverwaltung* s'appuyait sur le V.N.V., tandis que d'autre part la SS menait ici une politique anti-V.N.V. et soutenait la DeVlag. La *Militärverwaltung* apparaissait de plus en plus impuissante devant la politique SS.

rapport dont il prit connaissance après la guerre <sup>(10)</sup>. Il n'excluait pas que Reeder, dans un entretien particulier avec Berger, l'ait mis en garde vis-à-vis des suites d'une rupture avec le V.N.V. et que Berger ait évoqué alors l'idée d'envoyer les agitateurs en camp de concentration. Dans son rapport il aurait mélangé les deux conversations.

Quelques jours après son entrevue avec Berger, Elias fut invité par le diplomate allemand von Bargaen dans les bâtiments de l'ambassade allemande à Bruxelles. De cet échange de vues, Elias pensa pouvoir déduire que du côté du département de von Ribbentrop on tâtonnait au sujet de la politique et des visées de la SS relatives à la Belgique. Après quelques contacts, Elias considéra von Bargaen comme un homme digne de confiance et un allié du V.N.V. <sup>(11)</sup>. De nombreux Allemands haut placés — même s'ils occupaient un rang honorifique dans la SS, comme le président Reeder lui-même — étaient des opposants à la politique SS et témoignaient leur sympathie au V.N.V. Ce serait une simplification fallacieuse d'imaginer que tout le monde en Allemagne était d'accord avec la politique SS, bien qu'il doive être souligné que la puissance et l'influence d'Himmler grandirent constamment.

La politique SS, qui était clairement dirigée vers l'annexion de la Flandre et sa germanisation, ainsi que l'adoption forcée de l'idéologie nationale-socialiste telle qu'elle s'était développée au sein de la SS, se manifesta en Flandre par l'appui accordé à l'*Algemene SS-Vlaanderen* et à DeVlag et par une série d'initiatives comme par exemple la création d'une Jeunesse hitlérienne flamande (*Hitlerjugend-Flandern*) <sup>(12)</sup>. Déjà sous Staf De Clercq le V.N.V. avait entamé la lutte contre cette politique et avait par exemple déclaré incompatible l'affiliation à l'*Algemene SS* et au V.N.V. Incontestablement, comme nationaliste flamand, Staf De Clercq était autant opposé à cette politique que son successeur, mais il était devenu victime de la politique de surenchère qu'il avait entamée dès l'automne 40. A ce propos il n'avait pas tenu compte, ou de façon insuffisante, de ce que représentait la SS et de la politique qui serait menée ici par elle. S'il est exact qu'Elias était bien décidé à mettre un point d'arrêt à cette politique de surenchère et tendait

(10) Berger à Himmler, 4 novembre 1942, KNOEBEL, *op. cit.*, p. 22, n. 273.

(11) Elias eut entre autres un long entretien avec von Bargaen dans la villa de ce dernier à Sterrebeek, la veille du départ de von Bargaen à Berlin en juillet 1943, lorsque celui-ci quitta Bruxelles pour occuper une fonction importante au Ministère des Affaires étrangères. Elias écrit dans un mémoire : « Je savais que M. von Bargaen s'était trouvé à nos côtés et aussi qu'il avait fait connaître son avis dans ce sens à Berlin ». Je n'étudie pas le point de savoir si Elias ne se trompait pas dans son opinion sur von Bargaen.

(12) Concernant la création de l'*Algemene SS-Vlaanderen*, voir note 4. Staf De Clercq réagit vivement contre ce qu'il considérait comme « une immixtion du Reich dans la politique nationaliste flamande » (KNOEBEL, *op. cit.*, p. 153). Il fut immédiatement défendu aux membres du V.N.V. de s'engager dans l'*Algemene SS*. Initialement, le V.N.V. n'avait aucune objection à l'encontre de la DeVlag, association qui existait avant guerre et qui se présentait comme une association culturelle. Les membres du V.N.V. furent même probablement incités à adhérer à la DeVlag, dans le but de faire passer la DeVlag sous contrôle du V.N.V. L'affrontement se développa peu à peu et prit surtout des formes incisives après l'installation de Berger comme président de la DeVlag en octobre 1941.

consciemment à un conflit avec la SS — avec la possibilité réelle d'être arrêté et de voir le V.N.V. dissous — il est tout aussi exact que, de fait, il a poursuivi la politique de collaboration. C'est pourquoi une analyse plus approfondie de sa politique est nécessaire.

Au début de mai 43, après de multiples incidents que nous n'abordons pas ici, il jugea le moment venu de passer à l'attaque. Le 7 mai, il écrivit une lettre détaillée — 15 pages dactylographiées — et, dans son esprit, de toute première importance, au président Reeder. Il y énumérait tous les griefs du V.N.V. et, à vrai dire, posait un ultimatum<sup>(13)</sup>. Quoiqu'en termes fort polis, Elias n'en exprimait pas moins très clairement « le désaccord, la défiance, l'amertume » qui régnaient au V.N.V. à l'égard de la politique allemande. Le thème essentiel était : nous n'avons aucune garantie quant à notre avenir comme peuple ; une politique équivoque est menée du côté allemand : d'une part l'on fait appel à notre coopération et on s'efforce de nous rassurer ; de l'autre on soutient par tous les moyens l'*Algemene SS* et la *DeVlag* pour nous combattre et mener une politique totalement inacceptable pour nous. Et sa conclusion était : « La Flandre se rend compte de plus en plus qu'elle est systématiquement dupée ».

Cette lettre ne suscita aucune réaction immédiate du côté allemand. Le président Reeder évita soigneusement un affrontement ou une crise. De son point de vue, du point de vue de la *Militärverwaltung*, il y avait tout intérêt à conserver de bonnes relations avec le V.N.V. Sa politique s'appuyait d'un côté sur le Collège des Secrétaires généraux, de l'autre sur le V.N.V., et cela malgré les reproches incessants de la SS. Les relations personnelles entre Elias et Reeder étaient bonnes et plus d'une fois Reeder se confia à lui. Le président Reeder savait bien que sans la coopération du V.N.V. le pays ne serait pas gouvernable<sup>(14)</sup>. Si Reeder évita d'entreprendre une discussion approfondie à propos de la lettre en question, il doit cependant en avoir averti Berlin. Dans le courant de juin, Elias reçut une invitation pour un entretien avec Berger.

La deuxième entrevue Elias-Berger eut lieu à Berlin le 23 juin 1943. Elias exposa ses griefs à l'égard de la politique allemande en Flandre — dont Berger, comme représentant d'Himmler et président de la *De Vlag* était directement responsable — et rappela ses conditions pour la poursuite de la coopération avec l'Allemagne. Berger fut cette fois très silencieux, écouta attentivement mais conclut l'entretien par cette remarque laconique : « *Sie spielen nicht mit* »\*. Lorsqu'Elias, après la guerre, prit connaissance — par le livre de Knoebel — du compte rendu de cette entrevue fait par Berger pour Himmler, il fut vraiment très étonné. Selon ce rapport Berger l'aurait

(13) Un exemplaire de la lettre d'Elias à Reeder fut trouvée après la guerre et saisie au domicile du secrétaire général G. Romsée. Voir document n° 183 du Service central de Documentation de l'Auditorat général.

(14) Voir entre autres Reeder à Himmler, 20 février 1943, KNOEBEL, *op. cit.*, p. 227, n. 290.

\* « Vous ne jouez plus avec ».

agoni d'injures. Il n'y eut ni injure, ni menace : Berger l'invita amicalement à dîner et lui fit même cadeau d'un pistolet espagnol. On ne parla pas d'une Grande-Néerlande, alors que Berger prétend, dans son rapport, qu'Elias se serait moqué de Mussert et de l'aspiration à une Grande-Néerlande. Il en ressort donc que Berger une fois de plus s'est efforcé par un faux compte rendu de rendre Elias impossible aux yeux d'Himmler<sup>(15)</sup>. A nouveau, après cet entretien à Berlin, il n'y eut aucune réaction du côté allemand. Aussi Elias décida-t-il de faire un nouveau pas, cette fois public et provoquant : il convoqua pour le 14 août 1943 le Conseil général du V.N.V.<sup>(16)</sup> et fit part de sa décision de mettre un terme au recrutement pour la *Waffen-SS* (la Légion flamande), de refuser toute coopération aux initiatives dans lesquelles la SS était impliquée (comme le *Langemarckstudium*, le *Landdienst*, les *Weersportkampen*, la *Kinderlandverschickung*, la *Hitlerjugend-Flandern*, etc.). En même temps il envoya une circulaire à tous les fonctionnaires et bourgmestres V.N.V. avec la consigne de suivre les instructions des Secrétaires-généraux même dans le cas où celles-ci différaient ou seraient en contradiction avec les ordonnances de la *Militärverwaltung*<sup>(17)</sup>.

C'était là une rupture publique avec la SS, une déclaration de guerre dont les suites n'étaient pas prévisibles. A la vérité, dans une lettre à Reeder par laquelle il le mettait au courant de sa décision, Elias souligna qu'il restait prêt à une collaboration loyale avec l'Allemagne à la condition cependant que l'on mette un terme à l'équivoque de la politique allemande et que des garanties soient données. Le 28 août, Reeder envoya à Berlin un important mémorandum dans lequel il insistait pour qu'un choix clair soit fait entre le V.N.V. et la De Vlag et où il demandait que soient données certaines garanties aux aspirations nationalistes du V.N.V.<sup>(18)</sup>. Cette pièce parvint

(15) Berger à Himmler, 25 juin 1943, KNOEBEL, *op. cit.*, p. 241, n. 331. Suite à ce rapport falsifié, Knoebel donne une interprétation erronée de la politique d'Elias.

(16) Le Conseil général du V.N.V. était composé des membres du Conseil de Direction, des chefs de régions (*gouwleiders*), des chefs d'arrondissement et des cadres supérieurs. Ce Conseil ne tenait pas de réunions régulières mais il était convoqué par le Chef dans des circonstances importantes lorsqu'il avait des communications à faire et des instructions à donner. Elias tint cependant le président Reeder au courant des décisions qu'il avait prises et des instructions qu'il avait données. Il fut convoqué à un entretien avec le président Reeder le 23 août. Le 25 août, Elias écrivit à nouveau à Reeder pour préciser son attitude. Le 28 août Reeder envoya son mémorandum sur la crise au sein du V.N.V. Voir KNOEBEL, *op. cit.*, p. 248, n. 347.

(17) « Le 14 août 1943 je convoquai le Conseil général du V.N.V. Je fis le tour des difficultés, donnai connaissance de différentes pièces et fit part de ma décision : le V.N.V. ne recruterait plus pour la Légion et ne coopérerait plus non plus aux initiatives soi-disant germaniques de la SS : *Langemarckstudium*, *Weersportkampen*, *Landdienst*, *Erweiterte Kinderlandverschickung*, etc... » (Citation tirée d'un manuscrit d'Elias). Le 6 juin 1943 déjà, à la journée des cadres du V.N.V. à Bruxelles, Elias avait dans son discours rappelé les décisions de son prédécesseur. Celui-ci avait déclaré l'incompatibilité entre l'adhésion à l'*Algemene SS* et au V.N.V. Il avait ensuite donné l'ordre de démissionner aux membres du V.N.V. qui occupaient une fonction dans la De Vlag. Elias, lui, avait décidé que quiconque avait une fonction dans le V.N.V. devait donner sa démission de la De Vlag. (Voir *Volk en Staat*, 8 juin 1943). Le 17 octobre 1943 Elias confirma clairement dans un discours à Bruxelles sa décision d'interdire l'adhésion à la De Vlag de tout membre du V.N.V. (Voir *Volk en Staat*, 19 octobre 1943).

(18) Mémorandum de Reeder du 28 août 1943, KNOEBEL, *op. cit.*, p. 248, n. 347.

pour information dans les mains de Berger avant même qu'elle ait été remise à Himmler. Dans une lettre à Brandt, adjoint d'Himmler, Berger écrit qu'il allait faire arrêter les dirigeants du V.N.V. Il était clair que l'Angleterre avait gagné le V.N.V. par la promesse d'un certain fédéralisme belge. Il était impossible d'évaluer la somme d'argent que cela avait dû coûter aux Anglais ! (19)

Le 14 septembre 1943 Himmler écrit lui-même à Reeder pour lui demander si la DeVlag était capable de remplacer le V.N.V. « *Ich habe den Eindruck dass wir von Stufe zu Stufe von Herrn Elias und seinem V.N.V. erpresst werden* » \* ajoutait-il à ce sujet (20).

A peu près à la même époque — 27, 28 août — la De Vlag tint à Bruxelles un Congrès au cours duquel Berger prit la parole. Le texte de son exposé parut sous le titre « *Wir werden Flandern heimholen* » \*. J. Van de Wiele y défendit ouvertement l'*Anschluss* de la Flandre au Grand Reich allemand, ainsi que la collaboration inconditionnelle (21). Tout cela mettait en péril la survie tout autant de la *Militärverwaltung* que du V.N.V. Aussi le *Tätigkeitsbericht* n° 25 porte incontestablement un cachet d'auto-justification (22). Aucune décision ne vint de Berlin, mais seulement de nouvelles attaques de Berger contre Elias et le V.N.V. Dans une lettre du 11 octobre Berger laissait planer la menace qu'il saurait, lui, arracher une décision. En réaction, Reeder s'adressa directement à Himmler pour le mettre en garde contre des décisions trop hâtives et pour souligner qu'il ne pouvait pas être privé du soutien et de la coopération du V.N.V. Il promit cependant que « plus tard » il laisserait tomber le V.N.V. si cela apparaissait souhaitable pour les intérêts allemands (23). Entretemps Elias attendait une réaction qui tardait. Il savait qu'il se trouvait dans une position sans issue. Des instances allemandes et des personnalités comme Reeder, dont Elias avait à tort ou à raison la conviction qu'elles se trouvaient aux côtés du V.N.V. dans ce conflit, étaient très inquiètes quant au sort qui attendait le V.N.V.

C'est alors que Willem Stocké, fils de l'activiste gantois Stocké, naturalisé allemand mais resté très flamand de cœur, vint — visiblement sur le conseil de son chef, le major Gunzer dirigeant la *Propaganda Abteilung* — rendre visite à Elias pour lui conseiller de demander une entrevue avec Himmler en personne, hors présence de Berger et de Reeder. Elias eut ensuite

(19) Berger à Brandt, 30 août 1943, KNOEBEL, *op. cit.*, p. 248-249, n. 348.

\* « J'ai l'impression qu'Elias et son V.N.V. nous font progressivement chanter ».

(20) Himmler à Reeder, 14 septembre 1943, KNOEBEL, *op. cit.*, p. 251, n. 358. A. DE JONGHE, *L'installation...*, p. 214, n. 37.

\* « Nous ramènerons la Flandre à la patrie ».

(21) *Balming*, hebdomadaire de la DeVlag, 29 août et 5 septembre 1943. *DeVlag*, mensuel de la DeVlag, septembre 1943.

(22) *Tätigkeitsbericht* n° 25 de la M.V. pour les mois de juin à septembre 1943, GRMA, T 501, R 106, fr. 467-665.

(23) Berger à Reeder, 11 octobre 1943, KNOEBEL, *op. cit.*, p. 249, n. 352. DE JONGHE, *L'installation...*, p. 122, n. 28. Reeder à Himmler, 18 octobre 1943, KNOEBEL, *op. cit.*, p. 251, n. 358. DE JONGHE, *L'installation...*, p. 78, n. 21 ; p. 122, n. 29 et p. 125, n. 37.

un entretien avec Gunzer qui lui laissa entendre que Berger était un imbécile mais qu'un entretien avec Himmler en personne clarifierait sans aucun doute la situation et dissiperait les malentendus. Gunzer proposa de régler la chose via Jungclaus<sup>(24)</sup> qu'il connaissait bien et qui était également favorable au V.N.V. Elias eut la conviction, et celle-ci fut renforcée par toute une série de personnes consultées, que cette initiative venait, par personne interposée, de la SS même et qu'elle constituait une tentative de rapprochement<sup>(25)</sup>. Le 8 décembre Elias eut une entrevue avec Jungclaus. Au cours de l'entretien celui-ci lui assura que la SS ne voulait rien savoir d'un Etat Grand-néerlandais. « Après un développement approfondi du thème, il apparut qu'il n'existait pas d'opposition à la consolidation de l'unité ethnique entre le Nord et le Sud. Cette conception valait seulement pour l'immédiat de sorte que pour l'avenir toutes les possibilités restaient ouvertes. Une telle conception ne présentait pour moi aucun inconvénient car je n'étais pas moi-même partisan d'une réalisation immédiate d'un Etat thiois. D'ailleurs à ce moment-là, je ne désirais pas rompre avec la réalité belge : la Belgique me paraissait un plus solide barrage contre l'annexion que la Flandre seule. Je me déclarai prêt dans ces conditions à demander un entretien au *Reichsführer* »<sup>(26)</sup>.

Jungclaus était un homme tout à fait insignifiant, avec peu de perspicacité politique. Il donna l'impression à Elias que l'attitude la SS contre le V.N.V. était motivée par la conviction que le V.N.V. voulait un Etat grand-néerlandais ; comme Elias put, sur ce point, lui donner l'assurance que ce n'était pas sa politique, Jungclaus fut d'avis qu'il ne subsistait plus aucune difficulté. Il n'avait pas vu l'essentiel dans le conflit, l'exigence d'indépendance du V.N.V., l'opposition à l'annexion et à la germanisation. Pour sa part, Elias interpréta l'attitude de Jungclaus comme un rapprochement sur ce point essentiel pour lui.

Suite à cette entrevue, Elias écrivit une lettre conciliante à Himmler pour lui demander une entrevue personnelle<sup>(27)</sup>. Elias souhaitait avant tout

(24) RICHARD JUNGCLAUS, *SS-Brigadeführer*, fut nommé en avril 1942 comme chef de la *Germanische Leitstelle-Aussenstelle Flandern* (KNOEBEL, *op. cit.*, p. 210, n. 237). La *Germanische Leitstelle* était érigée dans le giron du *SS-Hauptamt*, dont Berger était le chef, en vue du recrutement de volontaires pour la *Waffen-SS* dans les pays germaniques et de la défense de la politique SS dans ces pays.

(25) « Stocké vint me trouver un certain jour (ce doit être en novembre 1943) pour me faire savoir que son chef, le major Gunzer, lui avait exprimé son étonnement de ce que je n'avais pas encore essayé d'entrer en contact directement (en dehors de Reeder et de Berger) avec le *Reichsführer-SS*, afin d'avoir avec lui un entretien à cœur ouvert. Le major Gunzer était persuadé qu'un tel entretien conduirait aux meilleurs résultats (...) Suite à la visite de M. Stocké j'ai eu une entrevue avec M. Gunzer même. Il me confirma ce que Stocké m'avait communiqué et me promit son intervention auprès de Jungclaus, dont il me certifia qu'il se trouvait également à nos côtés, afin d'atteindre directement le *Reichsführer* (...) J'avais personnellement l'impression — et c'était également celle des camarades à qui je parlai de ce qui précède et que je consultai — que ce n'était rien d'autre qu'une façon camouflée de "rompre la glace" de la part de la SS, destinée à trouver une fin au conflit ». (Extrait d'un manuscrit d'Elias en possession de l'auteur).

(26) Manuscrit d'Elias en possession de l'auteur. *Rapport du SS-Gruppenführer Jungclaus* du 8 décembre 1943, KNOEBEL, *op. cit.*, p. 254, n. 372.

(27) Elias à Himmler, 15 décembre 1943, KNOEBEL, *op. cit.*, p. 256, n. 378.

se rendre compte des vues et des buts d'Himmler même. Jungclaus, au lieu de remettre la lettre d'Elias à Himmler en personne la transmit à Berger. Aussi Berger se méprit-il et se réjouit-il d'avance en pensant qu'Elias canait. Quoiqu'il en soit, un entretien avec Himmler fut envisagé.

La *Militärverwaltung*, dans son *Tätigkeitsbericht* n° 26 (28), insistait pour faire tout ce qui était possible afin de rétablir la confiance du V.N.V. dans la politique allemande ! Le président Reeder crut cependant nécessaire de prévenir que si l'on n'arrivait pas à un accord, on devrait traiter le chef du V.N.V. de telle manière qu'il n'apparaisse pas comme le symbole de la résistance nationale. Cette recommandation inhabituelle était certainement due à la crainte qu'Elias soit arrêté et dans le souci de son sort.

Dans la perspective de l'entrevue avec Himmler, Elias eut préalablement un nouvel entretien avec Berger le 28 janvier 1944. Cet entretien fut décevant parce que le malentendu fut rapidement mis en lumière.

Le 6 février 1944, Jungclaus réunit Elias et Van de Wiele. Elias posa l'exigence que la DeVlag cesse de jouer un rôle politique. Van de Wiele prétendait ne pas faire de politique, mais il exigeait pour la DeVlag le rôle de diffuseur de l'idéologie nationale-socialiste en Flandre, en d'autres termes, il exigeait de définir la nature de l'Etat et de la politique. Elias répliqua qu'il remerciait pour l'honneur qui lui était fait de lui confier la direction d'un Etat et d'une politique dont le contenu aurait été défini par un autre. Jungclaus n'y comprenait rien. La seule chose qui devint claire à ses yeux était qu'un accord semblait impossible (29).

Le 11 février 1944 arriva l'invitation de Himmler. Elle était également adressée à Van de Wiele. Le 27 février, Elias et Van de Wiele, accompagnés de Jungclaus et de Canaris (30) se rendirent en train à Berlin. Le soir suivant ils montèrent dans le train spécial où était installé le Quartier général d'Himmler. Le train se mit en marche et se rendit au-delà de Salzbourg en Autriche. Le mercredi 29 février dans l'après-midi, ils furent conduits en auto à Munich et de là, revinrent en train à Bruxelles : voyage épuisant dont le résultat fut totalement négatif.

Elias avait vainement demandé d'avoir avec Himmler une discussion entre quatre yeux. Il fut obligé d'exposer ses exigences en présence de Van de Wiele, de Berger et de Jungclaus. Elles étaient les suivantes :

1° Obtenir de la part d'une personne faisant autorité, le *Führer* en personne, le *Reichsführer SS* ou le Ministre des Affaires étrangères, une déclaration solennelle et non équivoque par laquelle les Flamands seraient reconnus comme peuple et obtiendraient la promesse d'être traités en conséquence dans l'avenir.

(28) *Tätigkeitsbericht* n° 26 de la M.V., GRMA, T 501, R 106, fr. 740.

(29) KNOEBEL, *op. cit.*, p. 257, n. 383. Elias a relaté cet entretien dans un manuscrit détenu par l'auteur.

(30) Himmler à Elias, 11 février 1944, KNOEBEL, *op. cit.*, p. 258, n. 386. Constantin Canaris était le chef de la Sipo-SD (*Sicherheitspolizei-Sicherheitsdienst*) à Bruxelles.

2° La liquidation de la DeVlag comme organisation politique.

3° La dissolution de la *Hitlerjugend-Flandern*.

4° La promesse d'une position autonome dans une confédération Grand-germanique, comme celle qui avait été promise pour la Norvège par le commissaire du Reich Terboven au nom du *Führer* <sup>(31)</sup>.

Himmler concéda qu'une langue néerlandaise était née, mais nia l'existence d'un peuple flamand ou néerlandais. Selon lui, le territoire de Dunkerque à Mémel formait un tout au point de vue ethnique. En ce qui concerne une forme d'autonomie, on ne pouvait rien dire pour le moment car il s'agissait là de problèmes d'avenir. De même il laissa entendre que l'Allemagne ne consentirait jamais à renoncer à la possession de l'embouchure de « ses fleuves ». Quant à la demande de dissolution de la DeVlag et de la *Hitlerjugend-Flandern*, il ne pouvait y donner suite. Elias maintint opiniâtrément son point de vue : sans garanties il ne pouvait ni ne voudrait dans ces circonstances poursuivre la collaboration. Il pria Himmler de dissoudre le V.N.V. Celui-ci refusa. Au cours d'une courte audience d'adieu, Himmler dit encore à Elias : on ne peut jamais abandonner le combat, celui qui a les meilleurs nerfs l'emporte à la fin. Prenez exemple sur moi : j'ai défait jusqu'à présent tous mes ennemis, d'abord la S.A., ensuite la *Wehrmacht* ! (sic). Cet entretien ne donna donc aucun résultat positif <sup>(32)</sup>.

A la prison de Saint-Gilles, immédiatement après la guerre, Elias apprit de Canaris, chef du S.D. à Bruxelles, qui les avait accompagnés mais n'avait pris aucune part aux conversations, que son arrestation immédiate avait été envisagée. On décida cependant de le laisser rentrer à Bruxelles. Canaris et Jungclaus auraient alors reçu l'ordre verbal : « *Elias zu verhaften und ins Reich zu bringen wenn er die von ihm (= Himmler) gewünschte Anschluss politik Flanderns an dass Reich nicht unterstütze \** » <sup>(33)</sup>.

La suite logique de cet entretien avec Himmler aurait dû être la fin de la politique de collaboration du V.N.V. Aucun doute n'était plus possible

(31) De quelle déclaration de Terboven Elias veut-il parler ? Je n'ai pas pu le découvrir. Il n'est pas exclu non plus qu'Elias était imparfaitement informé.

(32) Concernant l'entrevue Himmler-Elias-Van de Wiele, l'auteur possède une lettre d'Elias du 28 octobre 1945, ainsi qu'un manuscrit plus tardif. Knoebel cite WULLUS-RUDIGER, *En marge de la politique belge*, Paris, Berger-Levrault, 1957. Wullus Rudiger donne comme source le réquisitoire de l'auditeur militaire E. Spanoghe dans le procès Elias. Une confrontation Elias-Van de Wiele eut lieu pendant l'instruction de l'affaire Elias. Ce que dit Elias fut confirmé par Van de Wiele. ELS DE BENS, dans son livre *De Belgische dagbladen onder de Duitse censuur*, Anvers, De Nederlandsche Boekhandel, 1973, p. 190, n. 137, renvoie à un document tiré des archives allemandes, GRMA, T 175, R 33. Ce document n'est cependant pas le rapport de l'entretien, mais une lettre de Berger à Himmler du 18 mars 1944 sur la réaction de Reeder à propos de l'attitude négative d'Elias vis-à-vis des exigences d'Himmler. Selon Berger, Reeder aurait reconnu le bien-fondé de son point de vue : « *Dr. Elias und der V.N.V. würden im Augenblick von Rom aus geführt* » ! Une nouvelle preuve de la fantaisie de Berger. A ma connaissance jusqu'à présent aucun rapport de l'entretien Himmler-Elias-Van de Wiele n'a été retrouvé dans les archives allemandes.

\* « Arrêter Elias et l'emmener dans le Reich s'il n'appuie pas la politique de Himmler d'annexion de la Flandre au Reich ».

(33) Communication de M. A. De Jonghe à Elias.

quant aux intentions et à la politique de la SS. Elias affirme qu'à son retour de Salzbourg il avait pris sa décision. La question se pose dès lors de manière impérative : pourquoi Elias ne s'en est-il pas tenu à cette décision ? Qu'est-ce qui l'a retenu, quelles influences, quels arguments ont joué pour le faire revenir sur sa décision ? Il a lui-même écrit qu'après son retour il mena une série de pourparlers avec des compagnons de lutte en vue et influents qui tous, à la seule exception de Wies Moens, lui donnèrent le conseil, malgré tout, de ne pas dissoudre le V.N.V., mais de poursuivre le combat aussi longtemps que possible. Il faut néanmoins souligner qu'une série de démissions avaient déjà été enregistrées ainsi que des lettres de protestation (entre autres du professeur Daels et du père Callewaert) (34).

On peut penser que certains avancèrent l'argument qu'en cédant la place, libre jeu serait laissé aux groupes annexionnistes et qu'il s'agirait en fait d'une abdication. On peut aussi imaginer que presque tous les hauts fonctionnaires membres du V.N.V. se sont opposés à l'arrêt de la politique de collaboration. Ils démontraient que les conséquences en seraient catastrophiques pour le pays et la population. L'appareil administratif serait tout à fait paralysé et le pays serait précipité dans le chaos. De nombreux postes à responsabilité étaient en effet occupés par les membres du V.N.V. : deux Secrétaires généraux, quatre Gouverneurs de province, de nombreux hauts fonctionnaires, des centaines de bourgmestres dans le pays flamand appartenaient au V.N.V. (35). Ils devaient tirer les conséquences de la décision du chef du V.N.V. de mettre fin à la collaboration. La *Militärverwaltung*, dont on était persuadé qu'elle était un moindre mal pour le pays, ne survivrait certainement pas à une telle crise. C'était la conviction du président Reeder lui-même et ce dernier fit usage de tous les arguments pour retenir Elias. Il lui fit apparaître les conséquences d'une telle décision. En outre, il n'y avait plus de chemin de retour pour le V.N.V., un renversement des alliances étant impensable et exclu. L'arrêt de la politique de collaboration signifiait inévitablement la dissolution du V.N.V., l'arrestation de ses dirigeants, l'effondrement de l'organisation avec comme conséquence l'impossibilité de jouer encore le moindre rôle. Quel rôle ? Nous en arrivons ici à un élément dont Elias lui-même reconnut qu'il fut d'une importance décisive pour son attitude.

Une victoire totale de l'Allemagne était devenue de plus en plus invraisemblable. L'Allemagne devrait certainement abandonner les territoires occupés en Europe occidentale. Dans certains cercles, dont le Secrétaire général Romsée fut selon toute vraisemblance la figure centrale et le représentant le

(34) Aucune dissidence ne se produisit dans le V.N.V. Quelques personnalités en vue exprimaient par écrit leur méfiance à l'égard de la politique allemande et démissionnèrent. Le V.N.V. s'est maintenu comme un bloc ferme jusqu'à la fin. Il y eut seulement dans le mouvement de jeunesse une dissidence pour des motifs grand-néerlandais et thiois. Le nombre des personnes concernées était limité.

(35) On peut en trouver la confirmation dans les *Tätigkeitsberichte* de la M.V. Une étude particulière devrait être écrite sur la participation du V.N.V. à la direction du pays pendant l'occupation, spécialement dans le secteur du ravitaillement.

plus important, la conviction était née qu'il fallait tenir compte sérieusement de ce qui fut appelé « la troisième hypothèse ». La première hypothèse était une victoire complète de l'Allemagne sur tous les fronts — à laquelle on ne croyait plus — ; la deuxième, une défaite complète et un écrasement de l'Allemagne avec toutes ses conséquences ; la troisième hypothèse était celle d'un accord de paix à l'Ouest, une évacuation des territoires occupés en Europe occidentale pour placer toutes les forces allemandes au combat sur le front de l'Est contre la Russie, évacuation qui aurait probablement lieu sans débarquement préalable ou parallèle des forces alliées. Il subsisterait donc temporairement un vide politique pendant lequel le danger d'une prise de pouvoir communiste pouvait être redouté. On était persuadé, par exemple, au département de l'Intérieur que la résistance armée était fondamentalement communiste ou aux mains des communistes. Dans cette hypothèse le V.N.V. devait conserver sa puissance — on pensait surtout à la *Zwarte Brigade-Dietsche Militie*, la *Wachtbrigade*, la *Vlaamse Wacht*, les unités flamandes de la N.S.K.K. — pour maintenir l'ordre et réprimer un soulèvement, en collaboration avec les forces de l'ordre dont disposait Romsée et ses alliés. Il va de soi que durant la guerre c'était là une politique secrète à laquelle on ne pouvait donner aucune publicité. Elias a formellement affirmé après la guerre dans certains écrits de sa main qu'il avait accordé sa politique sur celle de Romsée avec qui il entretenait un contact étroit (36).

Malgré le caractère douteux de la politique allemande et l'absence de garanties, dans les limites qu'il avait tracées le 14 août 1943 — auxquelles peut être ajoutée l'exclusion des membres du V.N.V. adhérents de la DeVlag ou se trouvant au service du *Fahndungsdienst* (37) — Elias a pensé devoir

(36) « Dans ces circonstances j'ai calqué ma politique sur celle de Romsée tout comme j'ai été amené à interpréter cette politique. J'ai pris l'habitude à partir de ce moment d'examiner très souvent avec Gérard Romsée la politique à suivre. Comme je l'ai déjà écrit, j'étais persuadé que Romsée menait dans son département une politique consciente en fonction de l'avenir, qu'il avait en outre des appuis que nous ne connaissions pas et des relations dont il ne parlait jamais. De cet examen commun est née une nouvelle politique qui n'a pas été perceptible pour l'homme de la rue mais qui fut déterminée en premier lieu par une nouvelle hypothèse, celle d'une partie nulle (pour reprendre une expression du jeu d'échec) : l'Allemagne serait obligée de se retirer de l'Ouest sans que celui-ci soit occupé par les Alliés et il se produirait dans le pays un vide politique qu'il faudrait combler. C'était la *troisième hypothèse* : le V.N.V. devait conserver ses forces afin de conquérir le pouvoir dans ce moment de vacuité, en conjonction avec les forces sur lesquelles Romsée et ses alliés pouvaient compter, et empêcher ainsi une prise de pouvoir de la gauche. Cela me semblait, dans les circonstances données, la conclusion probable de la guerre en Russie car nous ne pouvions supposer que, par l'exigence de la reddition sans condition, l'Angleterre et l'Amérique abandonneraient à leur sort l'Europe de l'Est et les Balkans. Dans mes conversations avec Romsée, la troisième hypothèse a joué un rôle de plus en plus important. Je ne sais pas combien ni jusqu'à quand Romsée a encore eu des alliés pour faire cette politique. Qu'il les ait eus et que très longtemps dans ces milieux on ait compté sur lui et son alliance avec le V.N.V., je le sais formellement ». (Extrait d'une manuscrit d'Elias détenu par l'auteur). A ce propos, on peut aussi renvoyer au *Mémoire justificatif de l'activité du colonel E. Van Coppenolle*, p. 3-4 : « M. Romsée n'est pas le seul à avoir envisagé une paix de compromis — hypothèse dont il fallait tenir compte — qui pourrait entraîner de sérieuses difficultés pour le maintien de l'ordre au cas où les troupes d'occupation devraient quitter subitement le territoire ».

(37) *Zivïlfahndungsdienst* : service chargé de dépister les réfractaires au travail.

poursuivre dans une certaine mesure la politique de collaboration, vu les circonstances exposées et pour tous les motifs et raisons donnés plus haut. Il apparaît cependant que moyennant les garanties nécessaires (qui lui furent refusées) il était prêt en principe à coopérer avec l'Allemagne. La motivation anticommuniste et la crainte d'une mainmise communiste sur l'Europe occidentale semblent bien avoir pesé jusqu'à la fin. Dans cette optique on peut naturellement penser aussi à la responsabilité morale vis-à-vis de l'engagement des volontaires flamands au front de l'Est. En témoigne le souhait, présent jusqu'à la fin dans ses discours, que l'Allemagne remporte la bataille contre la Russie.

Quels que puissent avoir été les intentions, les buts, la motivation, il reste que le V.N.V., sous la direction d'Elias, a poursuivi jusqu'en septembre 1944 la politique de collaboration dans les limites décrites plus haut. C'est après son arrivée en Allemagne qu'Elias a immédiatement décidé de mettre un terme à toute activité politique du V.N.V. (38).

\*\*

Pour se forger une opinion, il est encore un aspect de la politique et des conceptions d'Elias qu'on ne peut négliger, même dans une courte notice : son attitude envers l'Etat belge. Déjà avant guerre Elias était partisan de la réforme de l'Etat unitaire sur base fédérale. Cette position impliquait le maintien, la survie de l'Etat belge. Il n'était notamment pas partisan de la tendance favorable à l'union des Pays-Bas et de la Flandre (Grande-Néerlande) qui impliquait la disparition de l'Etat belge. La politique grand-néerlandaise, il l'avait combattue avant guerre, dans le V.N.V. Dès l'automne 1940 et non sans raison, dans une lettre à Staf De Clercq du 23 septembre 1940, le professeur Daels soupçonnait Elias de ne pas défendre le point de vue grand-néerlandais dans ses discussions politiques avec le comte Lippens, le baron Capelle et d'autres (39).

L'interdiction par l'autorité allemande de faire de la propagande pour un *Dietsland* ou une Grande-Néerlande et, plus tard, la dissidence thioise dans le mouvement de jeunesse du V.N.V. ne constituèrent pas des facteurs décisifs pour son attitude et sa politique. Il resta sur ses positions d'avant guerre et ne les modifia pas en fonction de la politique allemande. Sa politique de

(38) Le 13 septembre 1944, il fait part de cette décision au commissaire du Reich Grohé et au président Reeder, au cours d'une entrevue à Cologne.

(39) Lettre du professeur Daels à Staf de Clercq du 23 septembre 1940 (*Dossier Romsée*, 1<sup>re</sup> partie, chemise I, farde 3, pièce 1) : « J'ai l'impression qu'Elias avait beaucoup à nous dire et qu'il ne nous a absolument rien dit... J'appris ensuite qu'Elias était en relation avec la Cour par l'intermédiaire du baron Capelle, qu'il savait que le Roi avait demandé à Berlin l'autorisation de constituer un ministère, mais que Berlin avait refusé, qu'il aurait parlé au baron Capelle le lendemain, etc... Le comte Lippens me demanda et me pressa encore par la suite de venir parler avec lui à Bruxelles... Je lui fis savoir que j'étais accessible à Gand. Il y vint. J'appris de lui qu'il avait parlé également avec Elias. Elias a-t-il défendu auprès de toutes ces personnes le point de vue grand-néerlandais ? Je crains que non ! »

guerre n'a pas été orientée vers la création d'un Etat Grand-néerlandais. Dans sa pensée, l'annexion de la Flandre par les Pays-Bas n'était pas souhaitable et d'autre part, la survie de l'Etat belge offrait plus de chances pour écarter le danger d'une annexion par l'Allemagne. Sans doute a-t-il protesté à plusieurs reprises contre l'interdiction de souligner les liens linguistiques et culturels entre la Flandre et les Pays-Bas et contre le freinage de leurs relations. Dans l'unité du peuple néerlandais du Nord et du Sud, dans l'unité de la langue et de la culture néerlandaises, il voyait certainement une garantie nécessaire contre la germanisation.

Il n'a pas fait, pendant l'occupation, le moindre essai pour réformer l'Etat belge et pour réaliser le fédéralisme<sup>(40)</sup>. Il ne suffit certainement pas de soutenir que les Allemands n'en voulaient pas et qu'il se serait aligné sur cette position. Des pièces d'archives allemandes prouvent de façon irréfutable que de certain côté allemand on avait bien pensé à un partage de la Belgique et que des plans avaient même été élaborés et discutés. Pour une telle politique on pouvait compter sur l'appui de la SS<sup>(41)</sup>.

D'ailleurs, avant même l'arrivée d'Elias à la direction du V.N.V., un rapprochement s'était manifesté à l'égard de la Belgique sous l'effet de divers facteurs : la prise de possession par le V.N.V. des rouages de l'Etat belge par laquelle la plupart des griefs flamands s'étaient trouvés rapidement et sans trop de difficulté, mais aussi la conviction de plus en plus fondée que l'Etat belge existant formait le meilleur rempart contre le danger d'annexion. Cela ne signifiait pas l'acceptation de l'idéologie belge, mais bien la conviction que la question flamande pouvait être résolue à l'intérieur de l'Etat existant. La participation du V.N.V. à l'administration du pays est un aspect important de la politique V.N.V. pendant la guerre et a influé fortement sur celle-ci.

Elias désirait donc le maintien de l'Etat belge et il a orienté sa politique dans ce sens. Il en arriva ainsi à limiter plus étroitement l'action du V.N.V. en direction de la Wallonie. A une journée des cadres pour la Wallonie, en décembre 1942, il déclara que l'action du Département Wallonie du V.N.V. devait se borner aux Flamands qui y séjournaient momentanément.

(40) Elias fut à vrai dire condamné du chef de « transformation des institutions » mais uniquement pour sa coopération à la réalisation du « Grand Gand », en sa qualité de bourgmestre de Gand. Je ne pense pas que la formation de grandes agglomérations — sur lesquelles on était déjà d'accord dans l'immédiate avant-guerre — peut être présentée comme une réforme de la structure de l'Etat.

(41) Berger avait imaginé de diviser la Belgique en un *Reichsgau Flandern* et un *Reichsgau Wallonien*. Le 21 octobre 1941, Lammers, chef de la Chancellerie du Reich, reçut l'ordre d'Hitler de préparer un décret pour l'installation en Belgique d'une administration civile dans lequel était prévue la division de la Belgique. La Flandre serait rattachée au Commissariat du Reich aux Pays-Bas sous la direction de Seyss-Inquart et la Wallonie serait mise sous la direction du *Gauleiter* Grohé. De différents côtés on s'opposa à ce projet. Le 3 octobre 1942 Hitler décida, après une entrevue avec Seyss-Inquart, que dans les circonstances données il ne pouvait être question d'une réunion des Néerlandais et des Flamands. Voir KONRAD KWITET, *Rijkskommissariaat Nederland*, 1969, p. 63, 172, 173, n. 103 et n. 112.

Dans un discours prononcé à Bruxelles le 14 mars 1943, il renonça expressément à une politique de colonisation flamande en Wallonie (42).

Il chercha avec Romsée un rapprochement et une entente avec les cercles belges d'expression française qui n'étaient pas d'accord avec Léon Degrelle. A ce propos, encore un mot au sujet d'une soi-disant « mission » de Jan Brans en Espagne. On a parfois soutenu ou supposé qu'il avait cherché le contact avec le Gouvernement belge à Londres. C'est inexact. Elias m'affirma après la guerre qu'il n'avait pas envoyé Jan Brans en Espagne et ne lui avait donné aucun mandat. Jan Brans a bien cherché au cours de son premier voyage en Espagne à prendre contact, de sa propre initiative, avec la représentation diplomatique belge à Madrid et à son retour, il présenta un rapport sur ses conversations, du reste décevantes. Brans avait essayé de susciter une meilleure compréhension de la politique du V.N.V. à l'égard de l'Allemagne. On lui avait cependant répondu que le Gouvernement de Londres n'avait aucune autorité, et partant aucune influence sur les émissions radio de la B.B.C. Il n'est donc pas question de contacts avec le Gouvernement de Londres.



Arrivé en septembre 1944 en Allemagne, Elias fit part, à Cologne, au Commissaire du Reich Grohé — devenu le plus haut responsable allemand pour la Belgique après l'installation de la *Zivilverwaltung* — et à Reeder de sa décision de mettre un terme à toute activité politique. Le V.N.V. s'abstien-drait en Allemagne de toute action politique. Mais quand la *Vlaamse Landsleiding* fut créée, avec Jef Van de Wiele comme *Landsleider*, Elias se trouva cependant soumis à forte pression (43). Van de Wiele prit, entre autre, l'initiative de provoquer la création d'une *Volksgrenadier-Division Langemarck* pour laquelle le recrutement ne se limita pas aux Flamands qui travaillaient en Allemagne ou qui s'y étaient réfugiés, mais où le chef de la DeVlag s'efforça d'incorporer également des formations armées flamandes existantes, comme la *Wachtbrigade*, la *Vlaamse Wacht*, les unités flamandes de la N.S.K.K. Le V.N.V. refusa non seulement toute coopération, mais Elias s'opposa au passage des formations citées à la SS. Ce ne fut pas sans résultat.

Le 8 novembre 1944, Van de Wiele écrivit une lettre à Himmler dans laquelle il accusait Elias d'opposition et de sabotage. A son tour Cyriel Verschaeve écrivit de sa main à Himmler le 11 novembre dans le même sens : « *Dr. Elias treibt sein Spiel weiter, verbietet seine Männern Mitwirkung, schlimmer noch, sabotiert eine der wichtigsten Aufgaben des Landesleiters : die Bildung des Volksgrenadier-Division Langemarck* »\*. Ces lettres

(42) Discours prononcé par Elias le 14 mars 1943, compte rendu dans *Volk en Staat* du 16 mars 1943.

(43) Cfr. W. MEYERS, « *De Vlaamse Landsleiding* », dans *Cabiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, octobre 1972.

\* « Elias poursuit son jeu, interdit à ses hommes toute collaboration, pire, sabote la tâche la plus importante du Chef : la création de la division Langemarck ».

furent remises à Himmler qui donna l'ordre : « *Dr. Elias kaltzustellen* » (44). Elias qui séjournait à Lippstadt en Westphalie fut convoqué au *Reichssicherheitshauptamt* à Berlin. Il y fut placé devant le choix suivant : se tenir à la disposition du *Landsleiter* Van de Wiele et accepter une fonction dans le soi-disant « Comité de Libération » (une sorte de gouvernement flamand en exil, c'était l'époque de l'offensive des Ardennes) ou bien ne plus jamais revoir la Flandre.

Bien qu'il ne sût pas ce que signifiait exactement cette dernière menace, Elias resta sur ses positions et refusa d'accepter la proposition. Il ne fut pas arrêté immédiatement mais il dut rester à Berlin. Quelques jours après, il reçut l'autorisation de rentrer à Lippstadt pour chercher ses bagages. Un employé de la Gestapo viendrait le chercher là-bas. Le mardi 9 janvier 1945 ce dernier arriva et après un voyage à travers toute l'Allemagne Elias fut assigné à résidence au « Ifenhotel » à Hirschegg, près de Oberstdorf. André François-Poncet, l'ancien ambassadeur de France à Berlin, qui y était également interné, décrit, dans son *Carnet d'un captif*, l'arrivée d'Elias dans cet hôtel où il se retrouva dans une société cosmopolite et composite. Il y rencontra Raymond De Becker, l'ancien premier ministre italien Francesco Nitti, l'ancien premier ministre français Albert Sarraut, l'ambassadeur François-Poncet, les duchesses d'Aoste et de Spolète, etc. On y était coupé de tout contact avec le monde extérieur et gardé par un commandant SS (45).

Le 2 mai 1945 les troupes françaises occupèrent la région. Le 27 mai exactement Elias fit volontairement connaître sa véritable identité aux officiers français qui l'interrogeaient à Immenstadt. Il fut arrêté par les Français, écroué d'abord dans la prison d'Immenstadt, ensuite dans les camps pénitenciers de Gohren près de Lindau et de Fischbach près de Friedrichshafen dans les circonstances les plus pénibles. Le 16 octobre 1945 seulement, il fut emmené par deux officiers de la Sécurité militaire belge. Il était en loques et n'avait plus de chaussures aux pieds. Il fut conduit à Bruxelles où il arriva le 20 octobre dans la soirée. Il avait déjà été condamné à mort par contumace.



De cet exposé nous pensons pouvoir tirer quelques conclusions qui ne sont pas sans importance pour une juste appréciation du rôle qu'Elias a joué comme chef du V.N.V.

La version selon laquelle la lutte entre le V.N.V. et la DeVlag fut tout simplement une lutte concurrentielle entre deux groupes rivaux qui

(44) J. Van de Wiele à Himmler, 8 novembre 1944 ; C. Verschaeve à Himmler, 11 novembre 1944. KNOEBEL, *op. cit.*, p. 276, n. 446. *Stellungnahme zu dem Brief von Dr. Verschaeve an dem Reichsführer-SS* : KNOEBEL, *op. cit.*, p. 276, n. 447. « *Der Reichsführer-SS gab Befehl Elias kaltzustellen* ». « *Le Reichsführer-SS donna l'ordre d'arrêter Elias* » (Original au Bundesarchiv Koblenz, NS 19/251, F. 85).

(45) Sur le séjour au Ifenhotel voir : ANDRÉ FRANÇOIS-PONCET, *Carnets d'un captif*, Paris, 1952, p. 317-318.

aspiraient aux faveurs des Allemands, est une simplification trompeuse et une inexactitude historique. Sous la direction d'Elias, le V.N.V. fut avant tout impliqué dans un conflit avec les Allemands eux-mêmes, avec Himmler et avec la politique menée par Himmler. Dans cette lutte l'*Algemene SS Vlaanderen* (créée à l'initiative de Himmler) et la DeVlag (soutenue à coups de millions) furent des instruments au service de la politique SS. Si le V.N.V. ne s'était pas dressé contre la politique d'annexion et de germanisation de la SS, il n'y aurait eu aucun conflit et aucune concurrence.

Le choc, l'âpre conflit entre la SS et le V.N.V., fut la conséquence de l'antagonisme de principe entre l'impérialisme de la SS et le nationalisme du V.N.V.

Après coup on peut se demander si une différence doit être faite entre la politique de Himmler et la politique allemande en général. Celle-ci n'était-elle pas simplement impérialiste ? Pendant la guerre ce n'était pas aussi clair et Himmler mena de manière décidée sa propre politique en rivalité avec les autres instances allemandes. Elias a pu se tromper quand il pensait pouvoir faire une différence et pouvoir compter sur des alliés en Allemagne, mais il ne se trompait pas quand il rendait la SS responsable de la politique d'annexion menée en Flandre.

La lutte qu'il a menée « *with desperate audacity* » (Knoebel) contre cette politique prouve cependant bien qu'il est resté avant tout nationaliste flamand. Sa politique, telle qu'elle nous est apparue au vu des documents et des faits, de ses discours, de ses écrits, toute son attitude, ne laissent subsister aucun doute : il n'était pas prêt à accepter une politique d'annexion et de germanisation. Comme nationaliste flamand, l'essentiel à ses yeux était la survivance du peuple flamand avec sa langue, sa culture, mais aussi sa propre conception de vie et du monde. Il n'était pas prêt à accepter sans plus le national-socialisme allemand. Dans ses discours il mettait l'accent sur le fait que le national-socialisme allemand n'était pas un article d'exportation, qu'il fallait laisser aux Flamands la possibilité de développer et de choisir leur propre forme de national-socialisme (46).

Je crois pouvoir affirmer personnellement que l'idéologie nationale-socialiste telle qu'elle avait été développée dans la SS lui était, par essence, étrangère. Il était convaincu également comme historien, avec la compréhension qu'il avait de l'histoire et de la réalité du mouvement flamand, que la prise de conscience nationale en Flandre était trop faible pour ne pas nécessiter des structures politiques propres, une forme d'autonomie. Obstinalement il a combattu — dès 41 — la DeVlag et l'*Algemene SS*, non pas qu'il y voyait des organisations concurrentes — en 41 DeVlag était encore une soi-disant association culturelle sans prétention politique et l'*Algemene*

(46) Voir entre autres le discours du chef Elias au *Landdag* du Front estudiantin du V.N.V. à Gand le 14 avril 1943 (*V.N.V. Departement Vorming. Dienst Kaderscholen. Kaderschooljaar 1942-1943. Syllabi, extra reeks, III*).

SS un petit groupe insignifiant — mais parce qu'à ses yeux elles reniaient le principe nationaliste flamand. Il voyait le danger d'une idéologie dans laquelle le national-socialisme serait assumé sans réserve et prendrait le pas sur le nationalisme. Le drame d'Elias et du V.N.V. est identique à celui qui s'est joué dans tous les pays occupés par l'Allemagne, où des forces nationalistes se trouvèrent trompées dans leur espérance qu'une collaboration loyale avec l'Allemagne pourrait garantir le maintien ou la conquête de leur indépendance en tant que peuple. Un auteur a été jusqu'à donner à son livre le titre remarquable de *Patriotic Traitors* (48).

Voilà quelques considérations qui peuvent contribuer à aboutir à un point de vue objectif et à s'approcher de la vérité historique.

(47) Une biographie complète d'Elias, avec entre autres ses années de formation, serait nécessaire pour éclairer et confirmer cela.

(48) Voir entre autres DAVID LITTLEJOHN, *The Patriotic Traitors*, Londres, 1973 ; JOSEPH A. MIKUS, *La Slovaquie dans le drame de l'Europe*, Paris, 1955 ; RUDOLF KISZLING, *Die Kroaten*, Graz-Köln, 1956 ; ERICH THOMSEN, *Deutsche Besatzungspolitik in Dänemark*, Dusseldorf, 1971 ; HANS-DIETRICH LOOCK, *Quisling, Rosenberg und Terboven*, Stuttgart, 1970.

## ANNEXE

EVENEMENTS QUI ONT ENTOURE LA MORT DU CHEF STAF DE CLERCQ LE JEUDI 22 OCTOBRE 1942 ET L'INSTALLATION DU NOUVEAU CHEF Dr. H.-J. ELIAS.

*Jeudi 22 octobre.*

A 22 heures mourut Staf de Clercq dans l'institution « Toevlucht van Maria » à Gand.

A 23 heures réunion au domicile du bourgmestre Dr. H.-J. Elias.

Présents : Dr. H.-J. Elias,  
E. Van den Berghe, secrétaire général du V.N.V.,  
G. Romsée, secrétaire général,  
Professeur Frans Daels,  
Dr. Gaston Stuyck, secrétaire du chef.  
Plus tard arriva également le camarade De Wilde, chef de l'arrondissement de Gand.

- Le secrétaire général Van den Berghe annonce que le testament du chef repose au Quartier général du V.N.V. Il propose de réunir le Conseil de Direction vendredi 23 octobre à 10 heures pour lire ce testament.

*Vendredi 23 octobre.*

A 10 heures 30, lecture du testament.

Présents : Les membres du Conseil de Direction :

O. Daem,  
E. Delvo,  
H.-J. Elias,  
J. Leuridan,  
G. Romsée,  
R. Speleers,  
J. Timmermans,  
E. Van den Berghe.

Absents : F. Daels,  
K. Lambrechts.

Etaient également présents :

Madame Veuve Staf De Clercq,  
Madame Veuve Dr. R. Tollenaere,  
Madame O. Maréchal,  
J. Van Steenland,  
E. Lehembre,  
V. Leemans,  
P. Beeckman,  
G. Stuyck.

- Sur proposition de E. Van den Berghe le testament du Chef est ouvert et lu par le professeur Speleers, doyen des membres du Conseil de Direction.
- Le Dr. H.-J. Elias propose que le Conseil de Direction se retire pour discuter certains problèmes politiques fort importants.

A 11 heures, réunion du Conseil de Direction.

Présents : Tous les membres du Conseil de Direction excepté le professeur Daels et K. Lambrechts.

Assistaient également à la discussion :

Dr. V. Leemans,  
Dr. P. Beeckman,  
J. Van Steenland,  
Madame O. Maréchal,  
Dr. Lehembre,  
Dr. Stuyck,  
W. Reinhart, chef du Protocole.

- *Le Dr. H.-J. Elias* annonce que le chef Staf De Clercq, d'après le testament, souhaite être enterré à Kester. Le Mouvement veut organiser un enterrement à Bruxelles le lundi 27 octobre. Il pense que ce n'est pas en contradiction avec les vœux exprimés dans le testament.
- *Le secrétaire général Van den Berghe* aborde le problème extrêmement important de la succession du Chef. Bien qu'il n'existe à ce sujet aucune indication écrite du chef Staf De Clercq, il n'existe pas le moindre doute que le chef Staf De Clercq considérait le Dr. H.-J. Elias comme son successeur. Cela ressort de plusieurs déclarations du chef Staf De Clercq, notamment en présence du secrétaire général Romsée, du Dr. V. Leemans et d'Edgard Delvo, président de l'UTMI. Ces dernières semaines le chef Staf De Clercq a encore convoqué le Dr. H.-J. Elias pour lui demander d'être son adjoint et de prendre éventuellement sa succession.
- *Le Dr. H.-J. Elias* est d'avis qu'il doit encore examiner personnellement très sérieusement ce problème très important et propose de suivre la voie protocolaire pour la succession du Chef, par laquelle il est prévu une réunion du Conseil de Direction et du Conseil général.  
Il propose qu'il soit désigné comme Fondé de pouvoir du Conseil de Direction jusqu'à la décision relative à la succession.
- *Le secrétaire général Van den Berghe* propose de tenir immédiatement la réunion protocolaire prévue du Conseil de Direction, puisqu'à part deux exceptions tous les membres de ce Conseil sont présents. Cette proposition est acceptée.
- *Le secrétaire général Leemans* insiste sur le fait qu'il est de la plus haute importance pour l'existence du Mouvement que la succession soit immédiatement assurée. Il ne peut y avoir d'hiatus car cela ouvrirait la porte à des difficultés de tous genres.
- *Le secrétaire général Romsée* appuie totalement le point de vue du Dr. Leemans. Toute hésitation pourrait devenir fatale pour le Mouvement. Ici, les considérations personnelles ne peuvent entrer en ligne de compte, c'est l'intérêt du Mouvement et de notre peuple qui priment.
- *E. Delvo* considère la succession par le Dr. Elias comme une chose allant de soi, qui était préparée depuis longtemps et qui est en parfait accord avec les vœux du Chef.
- Il est ensuite demandé l'approbation individuelle de chaque membre du Conseil, qui unanimement désigne Elias comme successeur.
- *Le Dr. Elias* répond à cela : « J'accepte ». Il désire que soit convoquée le plus rapidement possible une réunion du Conseil général pour faire connaître les circonstances de la succession.

- Cette réunion est décidée pour le samedi 24 octobre à 11 heures.
- Le secrétaire général Van den Berghe fait part à la presse de l'installation du Dr. Elias comme Chef du V.N.V. Cette décision est également portée par écrit à la connaissance du *Militärbefehlshaber für Belgien und Nordfrankreich*, le général von Falkenhausen et au *Militärverwaltungschef*, le Dr. Reeder.
- H. Borginon est chargé par le Conseil de Direction de se mettre en relation avec l'autorité religieuse, en fait le doyen de Sainte-Gudule, pour obtenir un service funèbre pour le Chef défunt. Cette démarche est effectuée parce que l'autorité militaire allemande considérait la réquisition de Sainte-Gudule comme non souhaitable.
- Résultat de l'entrevue Borginon-Doyen de Sainte-Gudule : ce dernier ne semble pas opposé à donner son accord mais il doit en référer d'abord à son supérieur à Malines.
- Le Dr. Elias fait une visite au *Militärbefehlshaber*, le général von Falkenhausen, pour lui annoncer officiellement la mort du chef Staf De Clercq. Il est reçu par le chef de l'Etat-Major von Harbou. Celui-ci lui annonça que le général von Falkenhausen ne pouvait le recevoir avant qu'il ait rendu visite au Président Reeder, et il lui présenta ses condoléances. En l'absence du Président Reeder, *Militärverwaltungschef*, le Chef, Dr. Elias fut reçu par le vice-président von Craushaar en présence de l'O.K.V.R. Thedieck. Le Vice-Président présenta ses condoléances et félicita chaudement le nouveau Chef.

Bruxelles, le octobre 1942.